

et des affaires économiques se réunira à Washington le 13 mars. Ce comité mixte au niveau des ministres a servi, au cours des années, à améliorer la compréhension entre les deux gouvernements à l'égard des questions portant sur les relations économiques entre les deux pays.

Je veux maintenant m'étendre sur le texte du communiqué et donner à la Chambre une idée de l'atmosphère et du sujet de la réunion. Je voudrais en commençant insister sur le fait que j'ai trouvé le Président et le secrétaire d'État non seulement animés des meilleurs sentiments d'amitié, mais évidemment désireux d'assurer le maintien et la continuation des bonnes relations entre le Canada et les États-Unis. Pour ma part, après avoir eu cette occasion d'étudier sans formalité avec le Président Kennedy les problèmes communs à nos deux pays, je suis revenu à Ottawa plus convaincu que jamais qu'il n'y a aucun obstacle que ne puissent surmonter une bonne volonté et des mesures constructives mutuelles.

Notre entretien a débuté par un examen général de la situation internationale. Naturellement, la Chambre comprendra que je ne puis m'attarder sur les détails, mais il y a certains sujets qu'il faut mentionner.

Le problème le plus important est celui du Congo et surtout des délibérations aux Nations Unies. Le Canada et les États-Unis ont les mêmes objectifs dans cette crise complexe et dangereuse. Nous sommes d'accord sur l'importance de préserver l'indépendance et l'intégrité du Congo, ainsi que sur la nécessité primordiale d'y éviter la guerre civile. Nous admettons mutuellement le fait que pour garder le Congo à l'écart de la guerre froide, il est essentiel d'appuyer sans restriction les efforts des Nations Unies. C'est seulement dans ces conditions, dans la liberté, sans violence et sans ingérence de l'étranger, que les Congolais pourront rétablir la stabilité sur le plan interne dans leur pays et raffermir la structure de leurs institutions politiques afin de poursuivre leurs destinées politiques.

Nous avons étudié la situation du Laos, pays auquel le Canada s'est intéressé durant quelques années à titre de membre de la commission internationale de surveillance. Certains événements se sont produits là-bas en fin de semaine. Ils ont été discutés, ainsi que d'autres événements connexes, de façon générale, et en fonction notamment de la déclaration de principe faite hier par le roi du Laos.

Pour ce qui est de l'OTAN, le Président et moi-même avons convenu que les États-Unis et le Canada, de concert avec tous les États membres, doivent collaborer au raffermissement de la cohésion et de l'unité de l'alliance. J'ai fait part au président de ma conviction que l'OTAN fait face à certains problèmes qui exigeront l'attention des chefs de gouvernement dès qu'il leur sera possible de se réunir.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Dans le domaine de la défense conjointe du continent nord-américain, nous avons abordé un certain nombre de questions courantes, y compris notamment le programme canado-américain de partage de la production de défense.

Nous avons également abordé le domaine économique sans entrer dans les détails, car pour la raison que j'ai signalée plus tôt, il y aura une réunion d'ici trois semaines du comité ministériel conjoint des affaires commerciales et économiques.

Nous avons parlé du problème des excédents internationaux et du programme d'alimentation pour la paix, lequel retient aussi présentement l'attention des Nations Unies.

Dans le domaine du commerce, j'ai expliqué au Président le point de vue du Canada sur les relations commerciales entre nos deux pays, et sur l'importance que nous attachons à l'amélioration de notre situation commerciale au Canada par rapport aux États-Unis.

Nous avons également parlé de l'Organisation pour la coopération économique et le développement, et j'ai informé le Président que le gouvernement canadien soumettrait bientôt au Parlement pour ratification la convention de l'OCED. Le Président m'a assuré qu'il partageait le point de vue du Canada, pour ce qui est de l'importance de cette convention qui est présentement à l'étude au Congrès.

Monsieur l'Orateur, on ne saurait rencontrer le Président sans être impressionné par sa conception large et profonde des affaires internationales. Lui et ses collègues des cadres supérieurs ont démontré en tous points qu'ils s'intéressent, avec compréhension, aux relations entre nos deux pays. Le Président a manifesté l'ardent désir de préserver cette qualité distinctive de l'association qui existe entre le Canada et les États-Unis, chaque nation s'acquittant de sa responsabilité pour ce qui est d'atteindre le but commun, sans sacrifier sa souveraineté.

Dans le passé, nous avons eu le privilège d'entendre certains présidents des États-Unis porter la parole devant les sénateurs et les membres de la Chambre des communes. Nous avons entendu le président Truman, le président Eisenhower; je suis heureux maintenant d'annoncer que j'ai adressé au Président Kennedy, au nom du gouvernement canadien, une invitation,—que, j'espère, cette Chambre et l'autre endroit approuveront,—de se rendre au Canada à un moment approprié avant la fin de la présente session du Parlement. Le Président m'a dit qu'il serait heureux d'accepter cette invitation, à condition qu'on puisse fixer un moment qui pourrait convenir aux deux pays.

Des voix: Bravo!